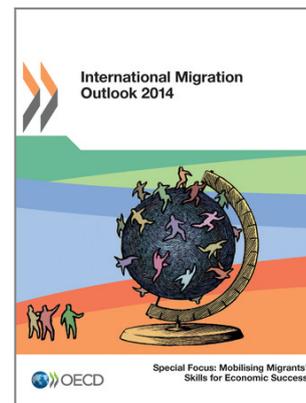


OECD *Multilingual Summaries* International Migration Outlook 2014

Summary in French



Accédez au texte intégral: 10.1787/migr_outlook-2014-en

Perspectives des migrations internationales 2014

Résumé en français

Grandes tendances

Les flux d'immigration permanente dans les pays de l'OCDE sont de nouveau orientés à la hausse, d'après les données préliminaires pour 2013. Par rapport à 2012, ils ont légèrement progressé (+1.1 %) pour atteindre le chiffre d'environ 4 millions de nouveaux immigrants permanents. Cette hausse modérée est le résultat d'évolutions contrastées dans plusieurs grands pays d'immigration. En Allemagne, l'immigration a augmenté pour la quatrième année consécutive, et enregistre une croissance à deux chiffres. En revanche, plusieurs grands pays d'immigration ont connu une diminution du nombre de nouveaux arrivants, notamment les États-Unis, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Les taux de migration nette demeurent bien en-dessous des niveaux d'avant la crise, mais ils restent positifs dans la plupart des pays de l'OCDE, à l'exception notable du Mexique, de l'Islande et de l'Irlande.

La reprise de l'immigration permanente est principalement déterminée par une hausse des migrations au titre de la libre circulation, lesquelles ont augmenté de 10 % en 2012. Dans les pays de l'OCDE, ces migrations ont principalement concerné les personnes se déplaçant au sein de l'Union européenne. En 2012, pour la toute première fois, ces déplacements entre pays européens ont égalé l'immigration permanente légale en provenance de pays non européens. L'Allemagne a été le principal pays de destination, accueillant près d'un tiers des migrants au titre de la libre circulation.

Dans l'ensemble, toutefois, les migrations familiales représentent toujours l'essentiel des flux migratoires dans les pays de l'OCDE, même si elles déclinent depuis 2008. En 2012, elles ont diminué de 1.7 % par rapport à l'année précédente, en raison principalement des baisses enregistrées en Espagne, en Italie, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Belgique. Les migrations de travail ont également diminué de façon continue depuis le ralentissement économique, reculant de 12 % en 2012. Cette baisse a été particulièrement notable dans l'Espace économique européen, où les migrations de travail ont reculé de presque 40 % entre 2007 et 2012. En conséquence, pour la première fois en 2012, l'immigration permanente légale en provenance de pays tiers vers l'Europe a été légèrement inférieure à l'immigration permanente légale vers les États-Unis.

Comme l'immigration permanente, les flux migratoires temporaires restent inférieurs à leur pic de 2.5 millions atteint en 2007. En 2012, ils se sont élevés à 1.9 million, soit environ un quart de moins qu'en 2007.

Le conflit en Syrie a contribué à l'augmentation de 20 % du nombre de demandes d'asile en 2013, qui atteignent le chiffre de 560 000. Les demandes d'asile en Allemagne ont progressé pour la sixième année consécutive. Avec 110 000 demandes, l'Allemagne se place en tête des pays d'accueil dans le monde, devant les États-Unis, la France, la Suède et la Turquie. En proportion de sa population, la Suède est le pays qui a accueilli le plus grand nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés.

Les étudiants internationaux suscitent toujours un grand intérêt de la part des pouvoirs publics dans de nombreux pays de l'OCDE. Au niveau mondial, en 2012, 4.5 millions d'étudiants étaient inscrits en dehors du pays dont ils étaient ressortissants, dont 75 % dans des pays de l'OCDE, proportion restée stable ces dernières années. L'augmentation du nombre d'étudiants internationaux dans les pays de l'OCDE se poursuit mais n'a atteint que 3% en 2012, un chiffre bien inférieur aux taux de croissance annuels moyens de 8 % entre 2000 et 2005 et de 6 % entre 2005 et 2011.

Investir dans l'intégration des immigrés sur le marché du travail

Les immigrés de première et de deuxième génération jouent un rôle grandissant dans la population active. Dans les pays qui se sont bâtis sur l'immigration, comme l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, mais aussi en Europe occidentale, la présence des immigrés est bien établie. Ailleurs, en Europe méridionale par exemple, bien qu'il s'agisse d'une immigration relativement récente, les immigrés sont de plus en plus présents dans le système éducatif et sur le marché du travail.

L'intégration des immigrés et de leurs familles est un objectif prioritaire des pouvoirs publics, dans de nombreux pays de l'OCDE, depuis au moins 15 ans. Le défi le plus important à relever consiste peut-être à libérer pleinement leur potentiel. Un certain nombre de stratégies peuvent y contribuer :

- Améliorer l'information sur les diplômés étrangers et mieux les faire reconnaître ;
- Veiller à ce que les immigrés aient accès aux politiques actives du marché du travail et à ce qu'ils en tirent un bénéfice ;
- Mettre les immigrés plus directement en contact avec les employeurs ;
- Offrir aux enfants d'immigrés des services d'accueil de la petite enfance de grande qualité ; et
- Proposer des formations linguistiques adaptées aux compétences des immigrés.

Mettre en place des systèmes avisés de gestion des migrations de travail

Même si le chômage reste élevé dans les pays de l'OCDE, les migrations ont encore un rôle à jouer pour répondre aux besoins du marché du travail et stimuler la croissance économique. Leur influence varie énormément d'un pays à l'autre, mais tous les pays souhaitent créer les conditions d'une « meilleure » immigration de travail, d'autant que l'opinion publique est très attentive à ces questions.

La politique de migration de travail peut être utilisée afin d'atteindre différents objectifs, parfois contradictoires. Elle peut, notamment, viser à répondre aux besoins à court terme sur le marché du travail et à contribuer, sur le long terme, à l'évolution démographique et au développement de la main-d'œuvre. Elle peut, en outre, chercher à atteindre des objectifs plus vastes en termes de développement économique dans des domaines comme l'investissement et les échanges, l'innovation et la productivité, ou la coopération pour le développement. Trouver le juste équilibre entre ces différents objectifs implique de faire des compromis, et les décideurs dans les différents domaines doivent coordonner leurs actions afin de s'assurer qu'ils adoptent des stratégies cohérentes.

Des outils très divers peuvent être utilisés pour veiller à ce que l'immigration de travail atteigne ses objectifs. Ils vont des quotas d'immigration à la sélection des immigrés potentiels selon un système à points, et bien d'autres outils encore peuvent s'envisager. Il convient de faire preuve de flexibilité dans l'utilisation de ces outils afin de mettre en place un système de gestion dynamique et réactif. Les pouvoirs publics peuvent prendre toute une série de mesures pour que l'immigration de travail réponde mieux aux besoins en compétences, actuels et futurs :

- Définir un cadre précis pour l'immigration de travail ;
- Constituer une boîte à outils réunissant toute une palette d'instruments pour différents objectifs ;
- Améliorer la gestion des critères d'admission et adopter une approche dynamique de la gestion des migrations ; et
- Moderniser les infrastructures de service.

Chiffres clés

- Les données préliminaires indiquent que les flux migratoires permanents vers les pays de l'OCDE ont augmenté d'environ 1 % en 2013 par rapport à 2012, après s'être repliés de 0.8 % en 2012.
- Les migrations de travail ont diminué de manière continue depuis la crise économique et ont chuté d'environ 12 % en 2012. En revanche, les migrations au titre de la libre circulation ont augmenté de 10 %.
- Le nombre de demandes d'asile a progressé de 20 % en 2013 par rapport à 2012.
- Au niveau mondial, le nombre d'étudiants faisant des études en dehors du pays dont ils sont ressortissants a plus que doublé depuis 2000 pour atteindre 4.5 millions en 2012, parmi lesquels 75 % sont inscrits dans des pays de l'OCDE.
- Avec un peu plus d'un demi-million de migrants, la Chine a représenté presque 10 % du total des flux migratoires vers les pays de l'OCDE en 2012, suivie par la Roumanie (5.6 %) et la Pologne (5.4 %).
- On compte plus de 115 millions d'immigrés dans les pays de l'OCDE, soit environ 10 % de la population totale.
- En 2012, environ 12.5 % des jeunes de 15 ans avaient deux parents nés à l'étranger – soit 50 % de plus que dix ans auparavant. Leur intégration, en particulier pour ceux dont les parents ont un faible niveau d'éducation, est un sujet de préoccupation grandissant.
- La crise a frappé les immigrés particulièrement durement : sur les 15 millions de chômeurs supplémentaires dans les pays de l'OCDE depuis 2007, environ 1 sur 5 est né à l'étranger.
- Malgré la crise, la plupart des immigrés sont dans l'emploi. En moyenne, les immigrés peu qualifiés sont davantage susceptibles d'occuper un emploi que leurs homologues nés dans le pays (54.1 % contre 52.6 %).
- En revanche, les immigrés ayant un niveau de formation supérieur sont moins susceptibles d'être dans l'emploi que leurs homologues nés dans le pays (77 % contre 84 %). En outre, leur risque d'être surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent est de 50% plus élevé.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OECD (2014), *International Migration Outlook 2014*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/migr_outlook-2014-en